Autriche : l’intelligentsia se déchire sur les “populistes de droite” du FPÖ

23/06/2017 à 23h42

Le FPÖ pourrait revenir au pouvoir en Autriche lors des législatives d’octobre. Entre les partisans du cordon sanitaire et ceux qui sont prêts à un mariage de raison, la gauche est divisée.

Après la présidentielle de décembre, qui a vu l’extrême droite réaliser un score historique (46,2 % au second tour), l’Autriche repart en campagne. Au lendemain des législatives du 15 octobre, le risque est grand de voir la formation d’extrême droite FPÖ, l’alliée du FN au niveau européen, revenir au pouvoir.

Plus étonnant : la gauche serait aussi prête à s’allier à ce parti fondé après-guerre par d’anciens nazis. Ce qui apparaît, hors des frontières, comme une aberration idéologique est discuté ici avec un flegme de salon. Un ministre de la culture d’extrême droite dans la patrie Mozart ? Ce ne serait pas pire que la coalition gauche-droite au pouvoir que plus personne ne veut plus voir, estiment certains.

Un vice-chancelier FPÖ pour le pays natal d’Hitler? Une paille, face aux « guéguerres » entre conservateurs et sociaux-démocrates pour faire passer leurs lois, renchérissent d’autres.

Il y a dix-sept ans, lorsque l’extrême droite, qu’on appelle pudiquement les Rechtspopulisten (« populistes de droite »), s’était installée sous les dorures des prestigieux cabinets - hérités des Habsbourg, universitaires et artistes étaient au

premier rang des manifestations colossales qui dénonçaient l'affront causé à la démocratie. Le 19 février 2000, 250 000 personnes avaient ainsi défilé sous les fenêtres de la chancellerie contre cette « honte pour l'Europe » qu'était devenue la formation, inédite dans l'Union européenne, d'une coalition avec un personnage aussi sulfureux que le leader du FPÖ Jörg Haider.

En 2017, à l'heure de Trump et du Brexit, les journaux ouvrent au contraire leurs colonnes à des penseurs appelant à relativiser la gravité d'une telle dérive.

Le philosophe **Konrad Paul Liessmann** milite pour que les élites médiatiques, culturelles et artistiques cessent de condamner moralement l'accès au pouvoir des extrêmes. Professeur à l'université de Vienne, il estime que les libertés ne seraient en rien remises en cause par une entrée au gouvernement de ministres issus du FPÖ. « Il faut accepter un résultat électoral lorsqu'il est légitime et ne pas immédiatement s'alarmer quand ce n'est pas son candidat qui a gagné », estime-t-il.

A ses côtés, l'essayiste **Robert Misik** juge qu'une telle alliance serait moins « écœurante » que le retour d'un pacte entre conservateurs et populistes. En 2000, cet écrivain avait pourtant organisé une marche contre le FPÖ. (…)

Le Monde

Merci à **valdorf**